

Entretien d'Europe  
n°80  
24 mars 2014

# «Il n'y a pas eu de "référendum" en Crimée, cela n'a été qu'une parodie»

Entretien avec Mykola Riabchuk

## 1. Quelle est votre vision des récents événements ? Y a-t-il continuité avec la Révolution Orange de 2004 ? Quelles sont les conséquences principales de la Révolution de 2014 ?

Bien sûr, il y a une continuité avec la Révolution de 2004. Pas seulement avec cette dernière d'ailleurs, mais aussi avec celle de 1991 qui avait débouché sur l'indépendance. Aussi j'intègre les récents événements dans le large contexte de tous les Etats post-communistes et leurs velléités d'émancipation à l'égard de la domination russe. Cette révolution est à la fois antiautoritaire et anti-coloniale, les opposants visaient à se débarrasser du système soviétique ainsi que de ses vestiges. De cette manière, nous avons un «deux en un». Concernant la dernière révolution, il faut noter la présence d'un régime plus autoritaire et plus corrompu. La différence est qu'elle a débouché sur la violence. Plus de cent personnes y ont trouvé la mort. En ce sens, la révolution ukrainienne ne fut pas douce, se rapprochant de la situation roumaine à l'égard de Ceausescu ; elle a été plus dramatique. Cependant il existe des points positifs : cette tentative révolutionnaire était à la base guidée par la société civile. Ce ne sont pas les politiques qui l'ont organisée, comme en 2004, lorsqu'elle s'inscrivait dans la continuité de la campagne électorale. En cela, cette révolution a été une grande surprise pour les politiques qui ne s'y attendaient pas et ne savaient pas comment réagir. C'est à la fois un avantage et un désavantage. Quoi qu'il en soit, je crois que cette révolution a de plus grandes chances de succès car elle vient du peuple et bénéficie du soutien de la population. Certains parlent de « Grassroots revolution », qui est l'aboutissement de l'évolution de la société civile. Enfin, il convient de relever de sérieuses complications liées directement à la Russie, qui pourraient annihiler ce processus d'évolution. Tout en ayant des similarités, ces deux révolutions demeurent donc différentes.

## 2. Quelle est votre lecture de ces événements à l'égard du particularisme régional ?

Les Etats post-communistes doivent choisir leur voie de développement. Certains choisissent la voie occidentale et réussissent à réformer leur société ainsi que leur économie pour pouvoir rejoindre l'Union européenne, certains plus rapidement que d'autres. Tandis que d'autres pays ne parviennent ni à se réformer ni à se moderniser. Ils se réincarnent en un modèle similaire à celui de l'ancien régime. L'Ukraine était coincée à ce carrefour, peut-être comme la Moldavie. Deux pays qui, pour diverses raisons, n'ont pas réussi à choisir l'une de ces voies. Je l'explique par la qualité relative de la force d'impulsion. Depuis le début, l'Ukraine dispose d'une société civile fortement pro-occidentale. Mais elle n'était jusqu'ici pas assez forte pour renverser le régime et ses règles post-communistes. Numériquement moins nombreux, les pro-occidentaux étaient plus faibles, Cette faiblesse était visible dans les domaines d'organisation de réseaux, de financements et de propriétés. Durant ces vingt dernières années, nous avons assisté au renforcement continu de la société civile. Je voudrais vous rappeler qu'en 1991, l'Ukraine n'a pas seulement organisé un référendum sur l'indépendance, soutenu à 90%, mais aussi une élection présidentielle qui a, en réalité, permis de mettre le doigt sur le modèle d'indépendance souhaité. Seulement un tiers des votants ont choisi l'indépendance sans les communistes. Cela signifie que la majorité de la société civile a préféré continuer sur la voie soviétique. Les personnes qui souhaitaient rompre avec le passé soviétique étaient alors en minorité. Les Ukrainiens ont voté le statu quo pour la simple et bonne raison qu'ils manquaient d'expérience citoyenne, ils étaient les sujets d'un système quasi-féodal. Ils avaient peur du changement et préféraient la stabilité.. La révolution Orange en 2004 fut une tentative de rupture avec le passé. Aujourd'hui nous en sommes à

«Il n'y a pas eu de « referendum » en Crimée, cela n'a été qu'une parodie»

---

une autre tentative qui, je l'espère, sera couronnée de succès. Cependant nous n'en avons aucune certitude. Cette dernière révolution ukrainienne a, en effet, eu une large résonance dans tous les Etats post-soviétiques.

---

### **3. Comment voyez-vous les choses se mettre politiquement en place en Ukraine ? Est-ce qu'un parti politique se démarque ? Est-ce que un leader peut en émerger ? Quelle est la place des partis nationalistes ?**

---

Le Maïdan ne fut pas organisé par les partis politiques et ces derniers ont donc joué un rôle très limité. Ce fut comme un monument spontané. Le Maïdan a témoigné d'une grande capacité d'auto-gestion. Les protestataires ont du gérer la défense, le ravitaillement, l'animation, etc. A cet égard, ce fut très impressionnant. Au départ, ils souhaitaient que le Maïdan soit sans violence. Ce ne sont pas les protestataires qui ont déclenché les hostilités, mais le gouvernement. Le Maïdan a débouché sur des violences provoquées directement ou indirectement par le pouvoir et par des actions musclées de la police

La question du réel leadership est très intéressante, les protestataires du Maïdan ne sont pas représentés dans le gouvernement. Certes, certains sont représentés au sein d'autorités exécutives, mais pas au sein du gouvernement à proprement parler. Cela semble paradoxal, mais je crois que c'était inévitable. En effet, le Maïdan ne représentait pas une entité légitime mais une entité révolutionnaire. Après que le président Yanoukovitch a été démis de ses fonctions, ce fut le soulagement général car il est extrêmement corrompu. Des sondages ont révélé que personne ne le soutenait désormais. Maintenant, il faut faire avec les institutions existantes et les responsables politiques contribuent à mettre en place les nouvelles institutions. Il est évident que l'on ne peut pas créer un gouvernement issu de la révolution qui ne serait pas légitime. Et la Russie essaye de délégitimer ce gouvernement temporaire. Les nouveaux dirigeants font du bon travail. Ce sont des professionnels qui avaient déjà une expérience gouvernementale. Ce sont surtout des personnalités politiques vierges de toutes suspicions, au-dessus de tout soupçon. Ils ne comptent pas rester en place indéfiniment. Ni le Premier ministre, ni le président par interim ne comptent concourir à l'élection présidentielle.

C'est un signe positif et prometteur. Par ailleurs, je crois qu'il est nécessaire d'organiser des élections législatives avant la fin de l'année pour relancer le système. J'espère que lors de ces élections législatives le Maïdan pourra être représenté.

En ce qui concerne la place des partis nationalistes, la question est compliquée car équivoque. Qu'entend-on par « parti nationaliste » ? Tous les mouvements de libération nationale sont composés d'éléments nationalistes, vous ne pouvez pas avoir de révolutions nationales sans ces éléments. Dorénavant, Yanoukovitch n'est plus là et les Ukrainiens attendent les élections pour se prononcer. Je ne pense pas que Svoboda ait la moindre chance d'entrer au parlement, car selon un sondage ils obtiendraient 2%, soit en dessous du seuil requis. Le succès qu'a pu connaître Svoboda s'explique pour plusieurs raisons. Tout d'abord, il y avait une forte pression de Yanoukovitch vers la russification. Le peuple a voté Svoboda non par sympathie mais par réaction nationale. L'extrême droite en Ukraine est loin d'être aussi forte que dans d'autres pays en Europe. Ma prédiction est que Svoboda évoluera soit vers un parti modéré, soit il disparaîtra. Restons réalistes, l'Ukraine n'est pas actuellement aux mains des fascistes. Ils sont présents mais ne jouent pas un rôle aussi important que ce que la propagande tend à faire penser.

---

### **4. Quelles peuvent être les implications économiques liées aux récents événements ?**

---

La situation économique en Ukraine est catastrophique. Le gouvernement précédent a volé la totalité du budget. Des experts ont calculé que 70 milliards de dollars ont été déplacés sur des comptes offshores. On n'arrive même pas à trouver les 3 milliards que la Russie aurait versés. L'Ukraine ne peut plus compter sur l'aide russe, cela pourrait bien être une opportunité pour un nouveau départ. Le nouveau gouvernement doit présenter un programme soutenable afin d'attirer le plus d'investisseurs possibles. C'est une chance à saisir pour moderniser l'économie. « Every cloud has silver lining ». Désormais tout dépend des Ukrainiens et de la façon dont ils vont gérer la situation. Ajoutons que les Ukrainiens sont habitués à un niveau de vie relativement bas. Personne ne s'attend à des miracles. Cela fait 20 ans qu'ils essayent de survivre. Dans ce

contexte il est facile de mener à bien des réformes. Pour les Ukrainiens, la chose la plus importante est de distinguer la lumière au bout du tunnel.

---

**5. Quelle est votre réaction face au résultat du referendum en Crimée. Quelles sont les possibles conséquences de la sécession de la Crimée ?**

---

Tout d'abord, il n'y a pas eu de « référendum » en Crimée, cela n'a été qu'une parodie. Il y a deux millions d'habitants en Crimée, la plupart d'entre eux sont prorusses. Le problème est que la plus grande partie orientale d'Ukraine résiste à toutes réformes émanant de l'Ouest. Le conflit «gelé» pourrait durer. Le plus grave problème en Crimée est la question des minorités, plus particulièrement les Tatars. Cela peut déboucher sur des crimes ethniques. Le vrai danger c'est aussi que la Russie semble vouloir s'étendre à l'ouest et au sud. Or, l'Ukraine ne dispose pas de force de défense suffisante. Et les forces russes envoyées en Ukraine pourraient provoquer de nombreux conflits.

---

**6. Comment appréciez-vous la réaction de l'Union européenne et de ses Etats membres ? Qu'est ce que l'Union européenne devrait faire selon vous par rapport à la crise en Ukraine et à l'égard de la Russie ?**

---

L'Ukraine vient de signer le volet politique de l'accord d'association et de stabilisation que Yanoukovitch avait refusé de signer, ce qui a déclenché le début de la révolution. C'est un pas important. Une nouvelle ère s'ouvre.

Au sujet de la politique énergétique de l'Union européenne, il ne faut pas oublier que les liens réciproques entre l'Union et la Russie. Si l'Europe a besoin du gaz russe, la Russie ne peut survivre sans les fruits de ses exportations énergétiques. Afin d'avoir plus de poids dans les négociations, l'Union européenne devrait se doter d'une politique énergétique commune et n'être représentée que par un seul interlocuteur face à la Russie.

Propos recueillis par Jelena Isailovic et Salomé Larcher



**Mykola Riabchuk**

Chercheur à l'Institute of Political and Nationalities Studies à Kiev

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

---

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.